

Unité départementale de la DREAL de la Vendée
(NOUVELLE ADRESSE pour vos correspondances)
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 LA ROCHE SUR YON
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr
Réf. DREAL/UD85 : ENV – D.23.001
Réf. Préf. : Affaire n° - / Dossier n°97/0018
n° IOTA/GUN : 0006303035

La Roche sur Yon, le 09 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2022

Contexte et constats
Publié sur  **GÉORISQUES**

MERCERON CARRIERES EXPLOITATION

Carrière de la Vrignaie
85150 VAIRÉ

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2022 dans l'établissement MERCERON CARRIERES EXPLOITATION exploitant la carrière de La Vrignaie 85150 VAIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée suite à la délivrance de la nouvelle autorisation d'exploitation (AP du 01/04/2022).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MERCERON CARRIERES EXPLOITATION
- La Vrignaie de Vairé 85150 VAIRE
- Code AIOT : 0006300880
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière de la Vrignaie est autorisée pour 30 ans par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2022-DCL-BENV-417 du 01/04/2022. Le gisement extrait est une roche massive (rhyolite) exploitée à l'explosif puis traitée sur site via des installations de traitement et de lavage de matériaux.

Les matériaux extraits sont utilisés dans les travaux routiers et aménagements, les bétons/parpaings, les enrobés, les enduits superficiels et les enrochements côtiers.

La remise en état via remblaiement d'une partie de la fosse est autorisée par l'arrêté.

Les thèmes principaux retenus pour cette visite sont les suivants :

- travaux relatifs à la biodiversité,

- suivis environnementaux (bruit, vibrations, rejets aqueux, suivi de la nappe,...),
- conditions d'exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Délimitation de la fosse d'extraction et hauteur des fronts de la fosse	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 3.3.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	Entre 1 et 3 mois
2	Rapport d'accidents/incidents	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 2.8	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Panneautage des zones de danger	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 9.1.3 - §2	/	Sans objet
4	Vérification périodique des extincteurs	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 9.3.3	/	Sans objet
5	Sécurisation des piézomètres	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 2.2	/	Sans objet
6	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 2.10	/	Sans objet
7	Eaux souterraines (qualitatif et quantitatif)	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 6.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Constitution des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 1.4.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Côte minimale d'extraction	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 1.1.6	/	Sans objet
10	Quantité extraite	Arrêté Préfectoral du 03/03/1993, article 4 – b	/	Sans objet
11	Quantité de déchets inertes acceptés sur site	AP Complémentaire du 11/09/2003, article 1 - §5	/	Sans objet
12	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 3.1	/	Sans objet
13	Information au préfet et au maire	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 3.1.6	/	Sans objet
14	Phase quinquennale n°1	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 3.3.1 – phase 1	/	Sans objet
15	Circulation des engins et véhicules	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 3.3.6 - §5	/	Sans objet
16	Vibrations et tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, articles 3.4.4 et 3.4.5	/	Sans objet
17	Stabilité des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 3.5.8	/	Sans objet
18	Mesures d'accompagnement du milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 4.3.4	/	Sans objet
19	Retombées de poussières dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 5.3	/	Sans objet
20	Suivi qualitatif des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, articles 6.4.6 et 6.4.7	/	Sans objet
21	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 8.2	/	Sans objet
22	Stabilité de la fosse	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 9.4	/	Sans objet
23	Commission locale	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, articles 10.1 et 10.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur site il a été constaté que la fosse Nord dans sa partie Sud-Ouest n'est pas exploitée conformément à l'arrêté. Pour ce point de contrôle non-conforme un projet d'arrêté de mise en demeure est transmis à l'exploitant pour sa régularisation.

Les travaux préliminaires à l'extension autorisée par le renouvellement de l'arrêté d'autorisation sont en cours.

La réalisation des travaux relatifs à la biodiversité a été encadrée par un prestataire spécialisé dont les préconisations ont été suivies par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Délaissé et Hauteur des fronts et fosse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 3.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Délaissé et Hauteur des fronts

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites sur lesquelles porte la présente autorisation d'exploiter ainsi que des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

[...]

La hauteur des fronts d'exploitation (d'abattage) et de découverte est limitée à 15 mètres.

[...]

Le périmètre de la fosse autorisée en exploitation est matérialisée sur le plan de l'annexe I.

Constats : Le plan d'exploitation de septembre 2022 montre :

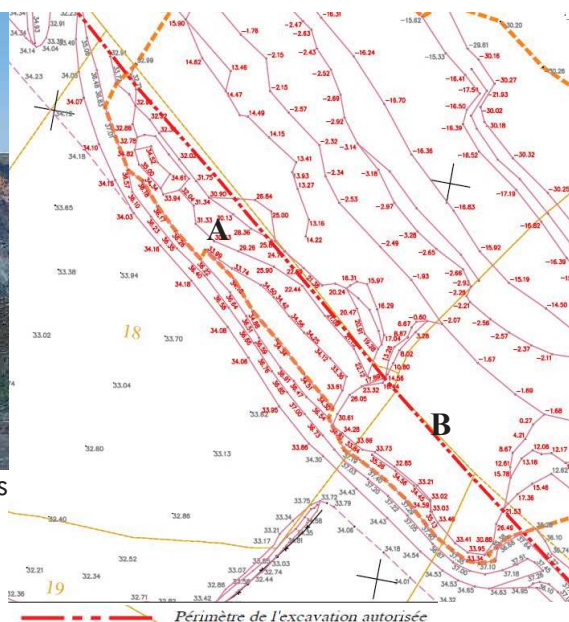
- le non-respect des hauteurs de fronts sur la zone Sud-Ouest de la fosse Nord,
- le non-respect du tracé de la fosse Nord dans sa zone Sud-Ouest. Le tracé de la fosse reste néanmoins au sein du périmètre global autorisé de la carrière.

Dans la fosse, différents profils de front sont observés sur cette zone hors périmètre autorisé en extraction :

- 2 fronts supérieurs distincts séparés par une banquette peu marquée (A sur la photo 1),
- un plan incliné s'étendant sur les 2 fronts supérieurs sur une largeur de plusieurs mètres (B sur la photo 1).



Photo 1: Vue depuis la piste sur les fronts Sud-Ouest de la fosse Nord



Plan d'exploitation – relevé de septembre 2022

L'exploitant doit régulariser la situation de cette zone en :

- reconstituant le délaissé périphérique de la zone afin que l'étendu de la fosse soit conforme au

tracé de la fosse présenté dans l'annexe I de l'arrêté préfectoral d'exploitation et reprendre les fronts pour qu'ils respectent la hauteur de 15 m prescrite dans l'AP
- ou en procédant à une demande de modification des conditions d'exploitation auprès du préfet dans les conditions prévues à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Dans ce cas, la non reconstitution du délaissé périphériques tels que prévu à l'annexe I devra être justifié économiquement et techniquement. Tous les éléments relatifs à la stabilité de la zone (étude géotechnique) et les éventuels travaux complémentaires de sécurisation, à la modification des conditions de remise en état (accord du maire, des propriétaires et document officiel identifiant ces derniers) et des garanties financières (nouveau calcul) devront être transmis.

Des non-conformités étant constatées, **un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé** au préfet suite à cette visite d'inspection mentionnant les conditions ci-dessus de régularisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 à 3 mois

N° 2 : Accidents/incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 2.8

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident/incident

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

A noter : cette prescription est reprise de l'article R.512-69 du code de l'environnement (Modifié par Décret n°2020-1168 du 24 septembre 2020 - art. 3)

Constats : Le point de contrôle n° 1 a donné lieu à un constat de non-conformité sur le tracé de la fosse et la hauteur des fronts suite à un tir ayant entraîné une ouverture plus importante de la fosse à la faveur de la structure géologique présente.

Cet évènement s'est produit avant l'arrêté du 1^{er} avril 2022 et n'a pas été signalé à l'inspection dans les formes prévues par l'article R.512-69 du code de l'environnement applicables lors de l'évènement.

Au vu de ce constat de non-conformité, **l'inspection souhaite donc intégrer au projet d'arrêté de mise en demeure proposé ci-avant la réalisation de ce rapport d'accident/incident sur cet évènement.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Panneautage des zones de danger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 9.1.3 - §2

Thème(s) : Risques accidentels, Panneautage

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones dangereuses de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'un

sinistre incendie, explosion...) ou présentant un risque particulier pour les personnes (noyade, enlèvement, chutes...).
Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés [..].
Les dangers pour les personnes, notamment l'enlèvement, les chutes, la noyade... sont explicitement signalés par des panneaux apposés, accompagnés des consignes à observer, aux abords des zones dangereuses et du périmètre clôturé.
Constats : Lors de la visite du site, il a été constaté l'absence de signalisation adaptée identifiant le danger pour le stockage de carburant.
Observations : (hors point de contrôle le jour de la visite) : Pour mémoire, l'ensemble des zones de danger doivent être repris dans un plan (cf article 9.1.3).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Vérification périodique des extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 9.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Un contrôle par sondage a été réalisé sur site dans l'atelier par la lecture des étiquettes sur les extincteurs présents. Il a été constaté la présence d'un extincteur non contrôlé en 2022 sur l'établi de l'atelier.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Sécurisation des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des éventuelles pollutions vers le sous-sol
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au sens du présent arrêté, le terme « installations » regroupe tant les outils de production et les utilités nécessaires à leur fonctionnement que les équipements de traitement des émissions de tout type de l'établissement. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, de solutions techniques propres et fiables, d'optimisation de l'efficacité énergétique, de manière à : > [...] ; > limiter toutes émissions dans l'environnement (eaux, sols, air, déchets, bruits, lumière, vibrations), y compris les émissions diffuses, par la mise en place de techniques de traitement appropriées et d'équipements correctement dimensionnés ; > [...] ; > prévenir, en toutes circonstances, la dissémination ou le déversement, chronique ou accidentel, direct ou indirect, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients

pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Tout rejet ou émission non prévu au présent arrêté ou non conforme à ses dispositions est interdit. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents. Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduits que possible.

Constats : Lors de la visite il a été constaté que plusieurs piézomètres, autorisés dans l'arrêté préfectoral dans le cadre du suivi de la stabilité de la fosse, sont à proximité de zones de circulation des engins sans être spécifiquement protégés des éventuels chocs. Par définition, un piézomètre est un vecteur potentiel de pollution vers le milieu souterrain.

L'inspection souhaite que ces équipements soient protégés physiquement des éventuels accrochages liés à la circulation d'engins à proximité.

Observations : (hors point contrôlé lors de la visite du 01/12/2022)

Pour mémoire, les piézomètres relèvent de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature loi sur l'eau (LSE).

L'arrêté d'autorisation prévoit la mise en place de ces dispositifs pour le suivi de la stabilité sans pour autant avoir été mentionnés dans le tableau de l'article 1.1.4 de l'arrêté mentionnant les rubriques relatives à la LSE.

L'arrêté du 11/09/2003 [*portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la*

nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié (NOR : NOR : DEVE0320170A)] est applicable aux piézomètres mis en place sur le site. Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle spécifique lors de la prochaine visite.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 2.10

Thème(s) : Risques chroniques, Plan

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée : Chaque année, l'exploitant établit un ou plusieurs plans orientés, d'échelle adaptée à la superficie de l'installation et clairement lisibles.

Sur ces plans sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m;
- l'emplacement des bornes (y compris la borne de nivellement) ;
- les bords de la fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation ;
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître les cotes de fond de fouille ;
- les zones remises en état ;
- la position de tous ouvrages ou équipements dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, sur le site et dans son voisinage immédiat ;
- les zones de stockage des déchets inertes d'extraction et leurs plates-formes de dépotage ;
- la plate-forme de recyclage des inertes ;
- la localisation des installations (traitement des matériaux, bassins de décantation, atelier, aire de ravitaillement,) et des stockages de matériaux ;
- les cours d'eau et fossés limitrophes à la carrière ;
- le parcellaire.

Le plan est complété, via un tracé adapté, des éléments suivants conditionnant l'autorisation telle que décrite dans la demande sus-mentionnée :

- étendue maximale de la fosse prenant en compte notamment les distances de protection de 15 m aux zones humides ;
- étendue maximale de la zone de remblaiement ;
- limites de protection du menhir fixé par le service d'archéologie compétent ;

- les dispositifs de suivi de stabilité mis en place sur la carrière (inclinomètres, piézomètres, autres.) ;
 - les aménagements relatifs à la compensation du milieu naturel décrit à l'article 4.3.3 du présent arrêté (sur ce dernier point, l'exploitant peut présenter un plan spécifique dédié à ces aménagements).

Constats : Le plan consulté (transmis en version pdf) avant la visite est de septembre 2022 a été complété par l'observation d'une version informatique au bureau lors de la visite.

La version consultée en pdf contient beaucoup d'informations. Cependant la légende est incomplète et rend la lecture plus difficile.

La cartographie n'a pas été réalisée sur les zones de stockages de matériaux aussi les prescriptions relatives aux hauteurs maximales de stockage ne peuvent être contrôlées.

Les cours d'eau et fossés limitrophes ne sont pas représentés.

Les aménagements relatifs au milieu naturel n'apparaissent pas, ces travaux étant postérieurs au relevé de septembre 2022.

Observations : L'exploitant a indiqué que le relevé des fossés était en cours et qu'il complèterait son plan sur les zones de stockage.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Eaux souterraines (qualitatif et quantitatif)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 6.5

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un programme de surveillance du niveau des eaux souterraines dans les puits situés dans un rayon de 300 m autour de l'excavation sous réserve de l'accord des propriétaires. Il identifie les ouvrages pertinents à intégrer au suivi au vu des conditions piézométriques de la zone. Le suivi est à minima annuel et est au moins réalisé en période de « basses eaux ».

Le rapport de suivi est conclusif sur les variations de niveau d'eau au sein des puits ou forages étudiés et remis dans le contexte météorologique.

Constats : Le suivi piézométrique a été réalisé (rapport de novembre 2022).

Ce rapport fait le suivi du niveau en matière de mesure mais n'est cependant pas conclusif sur l'état piézométrique à la lumière des conditions météorologies et de l'activité de la carrière notamment. Une non-conformité est donc relevée sur ce point.

Type de suites proposées : Susceptible de suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Constitution des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 1.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Lorsque les conditions de l'article 31.6 sont réunies, l'exploitant adresse au Préfet :

> le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
 > la valeur datée du dernier indice public TP01.

Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection la caution solidaire transmise à la préfecture en octobre 2022.

La préfecture a accusé réception de cette demande le 28/12/2022.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : côte minimale d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 1.1.6
--

Thème(s) : Risques chroniques, côte minimale d'extraction
--

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les cotes minimales d'extraction autorisées sont de :

> -63 mNGF sur 7 paliers pour la fosse Ouest (cote de fond de puisard : -68 mNGF) ;

> -33 mNGF sur 5 paliers pour la fosse Est ((cote de fond de puisard : - 38 mNGF).
--

Constats : Le plan d'exploitation de septembre 2022 indique le respect de ses cotes minimales. L'exploitant est conforme à la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite
--

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Quantité extraite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/1993, article 4 – b
--

Thème(s) : Risques chroniques, GEREP (pour l'année 2021)

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

- la production annuelle de la carrière n'excédera pas 1 000 000 tonnes par an et ne descendra normalement pas au-dessous du dixième de la production maximale indiquée ci-dessus,
--

<i>NB : prescription de l'AP de 1993 applicable lors de la dernière déclaration GEREP pour l'année 2021. Les quantités autorisées sont dorénavant celles mentionnées dans l'AP du 01/04/2022.</i>
--

Constats : Les quantités déclarées dans GEREP pour l'année 2021 sont conformes à ces quantités (donnée confidentielle). L'exploitant respecte cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite
--

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Quantité de déchets inertes acceptés sur site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/09/2003, article 1 - §5
--

Thème(s) : Risques chroniques, GEREP (pour l'année 2021)

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

La cadence d'apport des déblais est de 60 à 90 000 m ³ par an.

<i>(NB : - prescription de l'AP complémentaire de 2003 applicable lors de la dernière déclaration GEREP pour l'année 2021. Les quantités autorisées sont dorénavant celles mentionnées dans l'AP du 01/04/2022.</i>

<i>- 1 m³ = 1,7 t par convention)</i>
--

Constats : La quantité de déchets acceptée pour remblaiement en 2021, déclarée dans GEREP, est supérieure à la prescription applicable lors de la déclaration (APC du 11/09/2003) reprise ci-dessus. Au vu de l'augmentation de la demande d'exutoire concernant les déchets inertes dans le secteur de la carrière, dans son dernier dossier d'autorisation, l'exploitant a demandé à augmenter cette quantité. La quantité dorénavant autorisée sur site dans le cadre de l'AP du 01/04/2022, remplaçant toutes les prescriptions des actes administratifs antérieurs, est de 300 000 t/an. L'inspection considérera ici que l'exploitant respecte la prescription, les suites administratives ayant dores-et-déjà été réalisées depuis cette déclaration GEREP afin de voir la quantité autorisée augmentée dans l'acte administratif régissant dorénavant l'exploitation de la carrière.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 12 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Travaux avant exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 3.1.1 - Clôtures et accès au site

Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès à toute zone dangereuse, et en particulier à la zone d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Les entrées du site sont équipées de portails ou de barrières maintenus fermés lors de toute interruption de l'activité.

L'exploitant doit s'assurer régulièrement du bon état et de l'entretien des clôtures, portails et barrières.

Le résultat des contrôles est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage de déchets d'extraction inertes et d'autre part à proximité des zones clôturées.

Les zones clôturées ou dispositifs équivalents peuvent être modifiées au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation néanmoins leur efficacité ne doit pas être remise en cause.

Article 3.1.2 - Panneaux

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents: son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.

L'exploitant est tenu d'installer en tous points nécessaire :

- > des panneaux interdisant l'accès du public au site ;
- > des panneaux avertissant des dangers du site.

Article 3.1.3 - Bornage

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de place > des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et au minimum une borne de nivellement ; ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site ;

> un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté. '

Ces bornes et piquets sont conservés, maintenus repérables et dégagés de la végétation pendant toute la durée d'exploitation de la carrière.

Article 3.1.4 - Accès à la voirie publique

L'accès au site se fait à partir du Sud via une voie privative et à partir du Nord via la desserte de la zone de La Combe, débouchant toutes deux sur la RD 32.

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité routière. Cet aménagement comprend notamment la mise en place d'une signalisation adaptée en accord avec le gestionnaire de voirie concerné

Article 3.1.5 - Réseau de dérivation des eaux de pluie

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés au code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place en périphérie de cette zone.

Constats : Lors de la visite, :

- les clôtures sur la zone en extension sont en cours de mise en place,
- les bornes sont en place.

Les accès sur la voie publique ne sont pas modifiés par l'extension.
Les travaux d'aménagement sont en cours, l'inspection, n'a pas de remarque à formuler au vu des observations sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Information au préfet et au maire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 3.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque les travaux préliminaires, préalables à la mise en service de l'exploitation (de l'extension), mentionnés aux articles 3.1.1 à 3.1.5 ont été réalisés, l'exploitant en informe le préfet et le maire de la commune de Vairé. Cette information au préfet est accompagnée des justificatifs de réalisation des aménagements préliminaires et, pour le préfet, du document attestant la constitution des garanties financières visée à l'article 1.4 du présent arrêté.
Constats : Lors de la visite les travaux d'aménagement sont en cours. Les éléments relatifs aux garanties financières ont néanmoins été transmis à la préfecture en octobre 2022 (cf constat n°7) .
Observations : L'information au maire et au préfet devra être réalisée conformément à la prescription à la finalisation des travaux préliminaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Phase quinquennale n°1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 3.3.1 – phase 1
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux prévues en phase 1
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les travaux sont menés en 6 phases de 5 années et sont résumées ainsi : > Phase 1: Les mesures de compensation prévues à l'article 4.3.3 sont mises en place. Une clôture est mise en place autour du menhir de la Pierre de la Combe. La ferme de la Combe est détruite. La piste d'accès Nord est modifiée. Le pont bascule est déplacé au Sud. En fin de phase, les installations secondaires et tertiaires sont modifiées dans les conditions prévues par le dossier de demande. La zone classée en «espace boisé remarquable » au Nord du site est défrichée à hauteur de 2 ha en deux phases : sous 1 an (parcelle D25 à l'Ouest du Menhir) et sous 5 ans (parcelles D26 et D751 à l'Est du Menhir). La fosse est agrandie de 3,2 ha. [...]
Constats : Les travaux de compensation ont été réalisés (cf autre point de contrôle concernant l'article 4.3.3). Les travaux de clôture (périphérique et menhir) sont en cours sur le site. Lors de la visite la ferme de la Combe est en place (travaux prévus pour décembre). La piste d'accès Nord est en cours de modification. La première phase de défrichement a été réalisée. Les autres travaux mentionnés sont prévus pour la fin de la phase 1.
Les travaux sont en cours, l'inspection n'a pas de remarque spécifique à réaliser sur ces derniers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Circulation des engins et véhicules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 3.3.6 - §5
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan de circulation et une signalisation visibles et explicites seront en place à l'entrée et sur le site. La vitesse des véhicules est limitée 30 km/h sur l'ensemble du site. Un panneau lisible et adapté est mis en place sur le site aux endroits pertinents.
Constats : Un plan de circulation est en place à l'entrée du site. Des panneaux présents sur site rappellent le sens de circulation et la vitesse autorisée. L'exploitant respecte donc cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Vibrations et tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 3.4.4 et 3.4.5											
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental											
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet											
Prescription contrôlée : Article 3.4.4- Valeurs limites des vibrations Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :											
<table><thead><tr><th>Bande de fréquence en Hz</th><th>Pondération du signal</th></tr></thead><tbody><tr><td>1</td><td>5</td></tr><tr><td>5</td><td>1</td></tr><tr><td>30</td><td>1</td></tr><tr><td>80</td><td>3/8</td></tr></tbody></table>	Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal	1	5	5	1	30	1	80	3/8	
Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal										
1	5										
5	1										
30	1										
80	3/8										
On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments. En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de ce présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées À la construction par des documents d'urbanisme opposable aux tiers publiés à la date de ce présent arrêté. Par ailleurs, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour que le niveau de pression acoustique de crête soit inférieur à 125 décibels linéaires lors des tirs de mines.											
Article 3.4.5 - Surveillance des vibrations et de la pression acoustique Chaque tir d'abattage doit donner lieu à des mesures de vibrations et de pression acoustique à au moins 1 emplacement. L'appareillage utilisé doit permettre la détection, la mesure et l'enregistrement de la vitesse particulière en fonction du temps dans la bande de fréquence allant de 1 à 150 Hz avec des amplitudes comprises entre 0,1 mm/s et 80 mm/s. Il doit également permettre la mesure de la pression acoustique en dB ou en Pa. Sous réserve de l'accord des propriétaires, un emplacement de mesure est situé au niveau de habitation la plus proche de chaque tir. À défaut d'accord des propriétaires, un emplacement représentatif de celui susmentionné, aménagé à cet effet et constitué de plots en béton d'au moins 80 cm de profondeur dans le sol ou aménagé sur le rocher s'il est affleurant, peut être utilisé pour les mesures. Les analyseurs de vibrations et les appareils associés doivent être vérifiés et contrôlés tous es ans par un organisme extérieur. L'exploitant doit conserver une trace des attestations ou des rapports de contrôles pendant au moins 3 ans.											

En cas de dépassement des valeurs (vitesse particulière) prescrites, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans un délai d'une semaine suivant le tir Cette information identifie l'origine du dépassement et les dispositions mises en œuvre pour éviter son renouvellement.
Constats : Les résultats des mesures présentés pour ce suivi dans l'environnement sont conformes aux valeurs limites prescrites.
Le tableau présenté suit également les vibrations sur un sismographe spécifique mis en place au pied du merlon (prescriptions archéologiques).
Observations : La lecture du tableau présenté gagnerait en facilité si les tirs étaient numérotés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Stabilité des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 3.5.8
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour assurer la stabilité des déchets inertes mis en remblaiement l'exploitant respecte les préconisations intégrées à son dossier de demande d'autorisation à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> > la réalisation d'un talus de pente 2/1; > la mise en place de risbermes de 4 mètres de large tous les 4 mètres de haut avec une carapace en matériaux pied de butte compacté ; > de respecter les conditions de mise en œuvre des remblais indiquées dans le guide des terrassements routiers (GTR) (« méthode excédentaire ») où une attention particulière devra être portée à la teneur en eau des matériaux lors de leur mise en place et donc de privilégier les matériaux les moins sableux (car contenant le moins d'eau) ; > de mener des actions soient menées sur les talus de grandes hauteurs (ensemencement par exemple). <p>Un contrôle à minima annuel spécifique est réalisé dans les conditions prévues par l'étude ARCADIS de mars 2021 avec la mise en place de repères fixes repérables par un géomètre (piquets de géomètre par exemple) pour un suivi planimétrique et altimétrique, afin de contrôler le bon comportement général du remblai vis-à-vis des phénomènes de glissement. Ce rapport est conclusif sur la stabilité du massif, le cas échéant des actions correctives sont proposées et mises en place par l'exploitant. Si besoin, ce suivi est complété en accord avec un bureau d'étude reconnu pour ses compétences dans ce domaine.</p>
<p>Constats : Les risbermes ont été mises en place. Chacun est équipé d'une balise permettant d'assurer son suivi (positionnement dans l'espace).</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir choisi son prestataire pour le suivi annuel concernant la stabilité de cette zone.</p> <p>A l'heure actuelle, aucune non-conformité n'est identifié sur ce point de contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Mesures d'accompagnement du milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant veille à la bonne gestion de ces mesures et en assure le suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> > en phase chantier : suivi pour la création des noues et du pré-bassin (restauration de l'ancien bassin), le curage de la mare n°1, la mise en place d'un hibernaculum ;

> en phase d'exploitation : suivi (via plusieurs passages dans différentes périodes) réalisé sur les années n+1, n+2, n+3, n+5 et n+10 après l'année de la délivrance de l'arrêté. Ce suivi est réalisé en fonction des espèces recherchées.

Chaque suivi fait l'objet d'un compte rendu écrit conclusif sur la qualité des mesures mises en place et est accompagné si besoin de préconisation sur les mesures correctives si les objectifs ne sont pas atteints.

L'avis favorable du 4 novembre 2021 pour la dérogation espèces protégées concernant le renouvellement et la modification de l'autorisation ICPE de la carrière de la Vrignaie sur la commune de Vairé est assorti des conditions reprises au titre 12 du présent arrêté.

Constats : L'exploitation se situe actuellement en phase chantier. Un rapport conclusif sur les travaux menés a été réalisé (et a été transmis par l'inspection à la DDTM pour information).

A ce stade d'avancement, l'exploitant respecte les prescriptions précitées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Retombées de poussières dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, de la valeur de retombées de poussières, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.

Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante dans le cadre de la campagne GEREPE conformément à l'article 2.9 ci-dessus.

Constats :

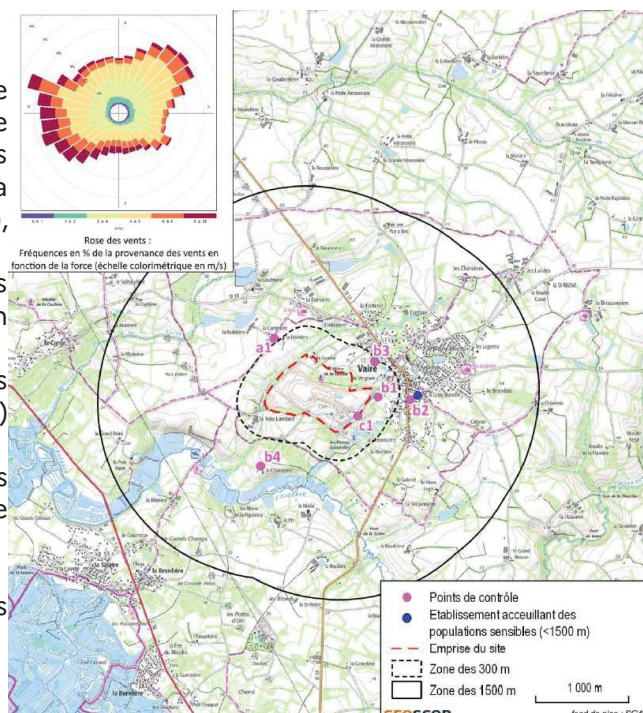
Le suivi est réalisé dans les conditions du plan de surveillance de mai 2022 et se compose de 4 stations à proximité des riverains sous les vents dominants (jauge de type "b" sur laquelle la valeur "objectif" de 500 mg/m²/mois s'applique), 1 station témoin et 1 station en limite de site.

Le suivi sur mai/juin 2022 indique des résultats variants de 113 (b2) à 159 (b4) mg/m²/mois en moyenne annuelle glissante.

Le suivi de octobre/novembre 2022 indique des résultats variants de 115 (b2) à 178 (b4) mg/m²/mois en moyenne annuelle glissante.

Les moyennes annuelles glissantes ne sont pas supérieures à la valeur "objectif" de 500 mg/m²/mois, le suivi reste semestriel.

Le suivi présenté est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Suivi qualitatif des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 6.4.6 et 6.4.7

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 6.4.6 - Analyses des eaux provenant des activités de la carrière

Les eaux sont rejetées au milieu naturel dans les conditions ci-après définies :

Point de rejet vers le milieu récepteur	N°	
Coordonnées PK et coordonnées Lambert	PK = 999,2	
	Lambert 93	Lambert 2 étendu
X	335 453 m	285 899 m
Y	6 621 804 m	2 185 670 m
Milieu naturel récepteur (nom du cours d'eau)	Le ruisseau de Vairé	
Nature des effluents	Eaux issues des bassins de décantation de la carrière	
Température des effluents	Inférieure à 30 °C	
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	
Concentration maximale en MEST (matières en suspension totales) (norme NF T 90 105)	Inférieure à 35 mg/l	
DCO (demande chimique en oxygène) (norme NF T 90 101)	Inférieure à 125 mg/l sur effluent non décanté	
HC (hydrocarbures) (norme NF T 90 114)	Inférieur à 10 mg/l	
Modification de couleur du milieu récepteur	Inférieur à 100 mg/Pt/l	
Débit maximum journalier	3 l/m²/s	

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les paramètres MEST - DCO et HC, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

L'exploitant fait réaliser une fois par an par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité du rejet aux présentes dispositions. En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence des contrôles devient mensuelle jusqu'au retour à la normale.

Le résultat des analyses et le bilan quant à la conformité du rejet est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.4.7 - Analyses des eaux provenant de l'activité de traitement des souches

L'exploitant procède aux analyses sur les paramètres et fréquences prévues par l'arrêté ministériel encadrant la rubrique mentionnée à l'article 11.3 du présent arrêté encadrant l'activité de broyage de souches soumis au régime de la déclaration sur le point de rejet identifié ci-dessous

Point de rejet vers le milieu récepteur	N°	
Coordonnées PK et coordonnées Lambert	PK = 998,93	
	Lambert 93	Lambert 2 étendu
X	334 639 m	285 084 m
Y	6 622 005 m	2 185 865 m
Milieu naturel récepteur (nom du cours d'eau)	Ruisseau de La Combe	
Concentration maximale en MEST (matières en suspension totales) (norme NF T 90 105)	la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà	
DCO (demande chimique en oxygène) (norme NF T 90 101)	la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà	
HC (hydrocarbures) (norme NF T 90 114)	10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j	

L'exploitant fait réaliser une fois par an par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité du rejet aux présentes dispositions. En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence des contrôles devient mensuelle jusqu'au retour à la normale.

Le résultat des analyses et le bilan quant à la conformité du rejet est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : Les suivis qualitatifs de juin et d'octobre 2022 - respectivement pour le bassin de décantation des activités extractive et le rejet de la plate-forme de traitement des souches - indiquent des résultats conformes aux valeurs limites de l'arrêté d'autorisation.

L'exploitant respecte cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 8.2

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 8.2.1 - Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement).

Les zones à émergence réglementée, définies à la date du présent arrêté, sont :

- > l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- > les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- > l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Article 8.2.2 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux de bruit en limite de propriété de l'établissement ne doivent pas dépasser, lorsque les installations sont en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Article 8.2.3 - Tonalité marquée

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définie dans le tableau ci-dessus.

Article 8.2.4 - Surveillance des niveaux sonores et émergences

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Une mesure est réalisée dans les 6 mois suivants la modification des travaux des installations secondaires/tertiaires comme prévu à l'article 8.1.1. ci-dessus. Une mesure est réalisée dans les 6 mois suivants les travaux de remplacement du bardage du criblage primaire. Ces deux campagnes de mesures peuvent être regroupées.

Par la suite, l'exploitant fait procéder au moins tous les 3 ans ou dès que l'extraction se rapproche des zones habitées à une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de la carrière et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par le chantier sur une durée d'une demi-heure au moins. Les mesures d'émergences sont systématiquement réalisées chez les tiers les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de

leur accord formel.

L'exploitant prend les mesures correctives (avec échéancier) nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée ou postérieurement à des actions correctives visant au retour à la conformité des installations.

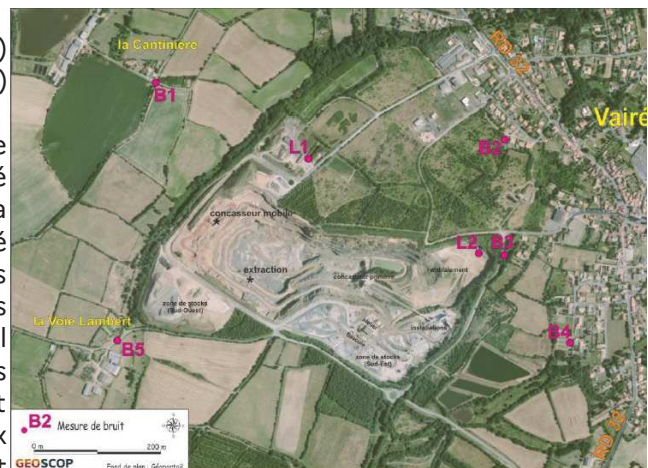
Constats :

La dernière campagne de bruit dans l'environnement a été réalisée en mai 2022 sur 5 points situés en zone à émergences réglementées (ZER) et 2 points en limites de site. Ces mesures ont été réalisées avant les travaux sur le bardage de l'installation primaire.

Les émergences varient entre +0.5 et +5 dB(A) pour des émergences maximales de 5 ou 6 dB(A) en fonction des points.

Des tonalités marquées dont la durée d'apparition est supérieure à 30% ont été identifiées lors de la mesure sur les points B2 à B4. Le prestataire indique qu'il n'a pas été possible de différencier les tonalités marquées liées à l'activité de la carrière vis-à-vis des activités présentes autour du site et rappelle qu'il existe également des tonalités marquées sur les points B3 et B4 en période de mesure de bruit résiduel (sans l'activité de la carrière). Des travaux de terrassement à proximité du point B2 sont signalés lors de la mesure du bruit ambiant.

Mesures en limite de site	Mesures en ZER ¹
L1 : limite Nord-Ouest	B1 : la Cantinière
L2 : limite Nord-Est	B2 : rue des Aubépines
	B3 : rue Rabelais
	B4 : rue du Grand Fief
	B5 : la Voie Lambert



Plan de localisation des mesures de bruit

En limite de site, le bruit ambiant est inférieur au seuil de l'arrêt.

Au vu des données transmises l'inspection considère que l'exploitant respecte les valeurs limites prescrites.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Stabilité de la fosse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 9.4

Thème(s) : risques accidentels, Stabilité

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 9.4.1 - Distances limites et zones de protection

L'exploitation du gisement prend en compte les distances limites, zones de protection, profils de fronts et autres aménagements définis plus haut notamment aux articles 3.3.4 afin d'assurer la stabilité des fronts Sud de la fosse et 3.5.8. afin d'assurer la stabilité du remblai.

Article 9.4.2 - Surveillance du chantier

Les zones de travail font l'objet d'une surveillance régulièrement avant la reprise et après la cessation des travaux, et tout particulièrement après les périodes de gel ou de fortes pluies ou les reprises après arrêt de travail prolongé.

Les risques d'effondrements donnent lieu à des interventions sans délai. Les fronts de taille sont purgés et rectifiés aussi souvent que nécessaires, le cas échéant.

Article 9.4.3 - Surveillance géotechnique de la fosse

L'exploitant entretient le réseau d'instrumentation mis en place dans le cadre du suivi de la stabilité des fronts notamment celle du front Sud.

L'exploitant fait réaliser un suivi géotechnique par une instrumentation adaptée (inclinomètre...). Un bilan sur la stabilité est réalisé tous les ans . Ces études sont conclusives quant au risque d'instabilité à court, moyen et long terme. En l'absence de désordres géotechniques l'exploitant fixe la fréquence du suivi à réaliser en accord avec le prestataire reconnu pour ses compétences dans le domaine. Cette fréquence ne peut excéder 3 mois.

L'ouverture d'un nouveau palier fait l'objet d'une conclusion spécifique sur la stabilité et le cas échéant est accompagné de mesures correctives (avec échéancier).

Au moment de la notification de la cessation d'activité, une étude des instabilités rocheuses est également effectuée par une société spécialisée et indépendante et transmise au préfet avec le dossier accompagnant cette notification.

Les rapports de suivi sont tenus à disposition de l'inspection. Toutefois, si une instabilité compromettrait la sécurité du site et de ses environs, ou remettant en cause les prescriptions du présent arrêté, l'exploitant en informe sans délai l'inspection.

Article 9.4.4 - Etude du rôle de l'eau au sein du massif

Conformément aux préconisations de l'étude.CEREMA de janvier 2022, l'exploitant met en place un dispositif permettant le suivi en continu (minimum journalier, le pas de temps étant définie avec le prestataire retenu par l'exploitant) du niveau piézométrique et des inclinomètres. La pertinence du suivi (identification des instruments à équiper, fréquence des relevés) est défini en accord avec le bureau d'étude spécialisé.

Dans les 15 mois suivants la délivrance de l'arrêté, l'exploitant transmet une étude conclusive sur le rôle de l'eau présente dans le massif sur l'instabilité surveillée en partie Sud de la fosse. L'étude tend notamment à définir si les largeurs de banquettes indiquées comme nécessaire à maintenir sur les fronts supérieurs et les futurs fronts sont remises en cause par la présence d'eau au sein du massif. Le cas échéant, des préconisations sont réalisées sur les différentes techniques envisageables pour un retour à la stabilité.

Cette étude est réalisée par un bureau d'étude reconnu pour ses compétences en matière géotechnique.

Constats : L'exploitant a indiqué avoir pris un prestataire pour ses études de stabilité (fosse et déchets inertes - cf autre point de contrôle).

Des inclinomètres supplémentaires ont été mis en place sur le site (relevés automatiques). Les relevés des mois d'octobre 2022 sur les 2 nouveaux inclinomètres ont été transmis à l'inspection lors de la préparation de visite.

A cette heure, l'inspection ne constate pas de non-conformité sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Commission locale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 10.1 et 10.2

Thème(s) : Autre, Commission locale

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 10.1- Mise en place d'une commission locale

En relation avec la commune de Vairé, l'exploitant met en place et anime un comité de suivi composé au moins de représentants des riverains de la carrière et de la municipalité de Vairé. Ce comité se réunit au moins une fois par an à l'initiative de l'exploitant.

L'exploitant présente notamment au comité la synthèse annuelle des informations relatives au suivi environnemental du site et aux actions mises en œuvre.

Article 10.2- Compte rendu

Les comptes rendus de ces commissions sont tenus à disposition de l'inspection.

Constats : La prochaine commission locale aura lieu le 8 décembre 2022.

Il a été demandé oralement à l'exploitant de transmettre le compte rendu de cette réunion à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet